UNION DES RÉPUBLICAINS DE PROGRÈS

ELECTIONS LEGISLATIVES

2e Circonscription du Tarn

Scrutin du 4 mars 1973

Lettre à tous les Electeurs

Le 28 février 1973

Cher Monsieur, Chère Madame,

Revenant quinze ou vingt ans en arrière, essayons d'imaginer ce qu'était notre pays, ses habitants, leur niveau de vie, ses équipements et surtout l'avenir tel qu'il se présentait alors, dans les années cinquante, à la France et aux Français :

— Economiquement mal ouvert sur l'Europe et sur le monde,
— Doté d'une industrie encore protégée, peu ambitieuse, uniquement tournée vers le marché national,
— Subissant une agriculture tant bien que mal assistée faute de la volonté et d'ailleurs des moyens d'en régler les problèmes,
— Servi par des équipements peu renouvelés et qui restaient ceux d'un XIXe siècle amélioré,
— Affligé d'assemblée parlementaires, elles-mêmes dotées de majorités errantes momentanées, engendrant des gouvernements qui, quelle que soit la qualité des hommes, restaient fugitifs, sans moyens, comme sans espérances.

Le souvenir du sort fait par ces circonstances à la République s'est parfois perdu tant le fonctionnement des institutions nous paraît aujourd'hui naturel.

Mais ce qui s'est passé, n'est pas uniquement survenu dans l'ordre des institutions, car à côté d'elles, grâce à elles, la société française s'est depuis mise en mouvement.

Que chacun de vous, se levant demain, supprime d'un seul regard tout ce qui s'est fait depuis 15 ans, dans sa ville, dans son département, qu'il examine ce qu'étaient l'enseignement, l'université, les transports, les équipements, l'ordre social lui-même, qu'il enlève de sa maison ce qui ne s'y trouvait pas, qu'il se souvienne de son travail, de sa vie, qu'il ramène ses rêves eux-mêmes à ce qu'ils étaient et il verra alors que 15 ans c'est long mais ça n'était pas trop.

La France, en 15 ans, s'est rajeunie, renouvelée, elle a doublé dans certains secteurs, elle a refait beaucoup de ses structures, elle a puissamment changé, autant que depuis le début du siècle probablement.

La question qui se pose pour cette élection est de savoir quelle raison il peut y avoir d'interrompre cette trajectoire au point le plus brillant de son cours alors que rien ne le commande, qu'aucun drame ne l'exige, qu'aucun dessein ne le justifie ? Alors que notre pays, en dépit des obstacles, poursuit sa route dans la voie qu'il s'est délibérément tracée.

Depuis quelques années toute la vie de la France a été placée sous le signe de l'expansion. Jamais en effet dans notre histoire l'essor de la production n'a été plus rapide et plus général. Notre pays est aujourd'hui l'une des plus grandes puissances industrielles du Monde et son taux de croissance est l'un des tout premiers.

Grâce à cette expansion, la France ne doit plus rien à l'étranger, elle a équilibré sa balance des comptes, remboursé la totalité de ses dettes, constitué la réserve de devises la plus importante de son histoire, ses comptes sont en ordre et son budget en équilibre. Les Français ont repris le goût de l'épargne et jamais la France n'a consacré une plus grande partie de ses ressources à des investissements productifs.

Mais le but du progrès économique est de donner à tous une vie meilleure. Vivre mieux ce n'est pas seulement consommer davantage et se procurer des biens nouveaux ou plus variés, c'est aussi vivre dans un cadre plus agréable, habiter dans un pays et dans une région plus équilibrée, travailler dans des conditions plus confortables. Vivre mieux dépend donc aussi de ce qu'on appelle aujourd'hui la qualité de la vie.

Imp. Valadier - Castres

Je m'honore personnellement d'avoir été pendant plus de trois années, l'un des ministres du gouvernement de Jacques CHABAN-DELMAS, dont le bilan social est le plus important que la République ait connu sans que soit compromis l'équilibre des finances publiques.

Cet effort doit se poursuivre, qu'il s'agisse :

— du développement industriel,
— des petites et moyennes entreprises,
— de l'agriculture qui doit rester la grande activité exportatrice grâce à la modernisation de l'élevage, à l'installation facilitée des jeunes agriculteurs, grâce à la structure familiale que nous souhaitons lui maintenir et grâce à la coopération,
— de la politique des zones de rénovation rurale et de la politique des zones de montagne,
— du commerce et de l'artisanat, en poursuivant l'œuvre entreprise sur le plan de la solidarité, de la protection sociale et de la cohérence fiscale.

Qu'il s'agisse aussi sur le plan social :

— Des salaires qui doivent traduire concrètement pour les travailleurs les progrès du pouvoir d'achat et du niveau de vie.
— De la mensualisation qui doit être poursuivie.
— Des conditions de travail à améliorer constamment.
— De l'aide aux familles.
— Des handicapés physiques qui ne bénéficiaient d'aucune aide spéciale avant 1958.
— Enfin de l'égalité des chances qui est un des traits essentiels de la société que nous voulons non seulement au niveau de l'enseignement mais d'une manière permanente.

Nous n'acceptons pas en effet que le sort de chaque Français soit fixé une fois pour toutes à 20 ans.

Ainsi grâce à la stabilité politique et à la Paix, nous avons beaucoup fait et nous ferons avec vous plus encore.

Vous nous connaissez et vous pouvez nous juger, le docteur DONNADIEU et moi, sur nos activités locales.

Nous ne vous promettons que du raisonnable et nous irons jusqu'au maximum du possible.

Une alliance contre nature, que vous connaissez bien, vous propose des paradis suspects dont le prix ne peut être que la faillite financière et la fin de la liberté.

M. MITTERRAND le sait bien puisqu'il n'a accepté l'union avec le parti communiste que dans l'espérance de voir celui-ci l'appuyer demain dans ses ambitions au pouvoir suprême : la Présidence de la République.

C'est bien le même homme qui, souvenez-vous-en, tenta, un jour de mai 1968, d'ériger son pouvoir sur la subversion politique et le désespoir national.

Songez aux risques que vous prendriez en votant pour les deux candidats de MM. MITTERRAND et MARCHAIS, c'est-à-dire MM. ALQUIER et ORTIZ, qui dans un accouplement politique équivoque vous conduiraient à des lendemains misérables.

En fin de compte c'est le succès que nos adversaires nous reprochent. Combien d'entre eux se sont complu jadis dans nos épreuves, ont vécu de notre immobilisme, ont profité de la décadence de l'Etat.

Avec nous, avec CASTRES, avec MAZAMET, avec notre Montagne, vous poursuivrez le développement de la FRANCE et le bonheur des FRANÇAIS.

Jacques LIMOUZY

Ancien Ministre

Vice-Président du Conseil général du Tarn

Docteur Louis DONNADIEU

Député sortant

Maire du Bout-du-Pont-de-l'Arn

Imp. Vaissière - Castres